

TENDANCES SOCIO ÉCONOMIQUES

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

N°16 - NOVEMBRE 2022



Cette lettre est le fruit d'une collaboration entre l'Antenne Isère d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (Pôle Intelligence Économique et Territoriale) et le Département de l'Isère (Direction des Solidarités et Direction de la Performance et Modernisation du service au public).

Bi-annuelle, elle vise à résumer les principales tendances socio-économiques du département.

À RETENIR

En France : un ralentissement de l'activité après un premier semestre positif

En Isère : une croissance de l'emploi, une baisse des demandeurs d'emploi et des allocataires du RSA

Les tendances générales	2
L'emploi salarié	3
Les créations d'entreprises	4
Les difficultés d'entreprises	4
Le chômage	5
Les allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA)	6
Économie de proximité	7
Zoom sur... l'Hydrogène bas carbone	8

1^{er} semestre 2022 | Une bonne tenue de l'économie iséroise dans un contexte qui se dégrade

Malgré le ralentissement de l'activité mondiale depuis le début de l'année, la plupart des indicateurs sont encore au vert au 1^{er} semestre au niveau national.

En Isère, le nombre d'emploi se maintient, en dépit de la chute de l'intérim, et les créations d'entreprises se stabilisent. Le marché du travail est proche du plein emploi, avec un taux de chômage de 6%, et le nombre d'allocataires du RSA poursuit sa diminution amorcée en décembre 2020. Enfin, au niveau du tourisme, la belle saison estivale est à souligner.

Cette apparente bonne situation ne doit pas cependant occulter les difficultés que vivent les ménages les plus précaires face à l'augmentation des prix des biens alimentaires et de l'énergie. Du côté des entreprises, la crise énergétique et les problèmes d'approvisionnement sont une source d'inquiétude grandissante.

Le zoom de la dernière page est consacré à la production d'hydrogène bas carbone qui contribue à l'objectif de la neutralité carbone visée pour 2050 et pour laquelle la Région et le Département comptent de nombreux atouts.

Un ralentissement généralisé de l'activité sur fond d'inflation élevée

INTERNATIONAL | La conjoncture s'est assombrie

Selon le FMI, la croissance économique mondiale en 2022 s'établirait à +3,2% après +6,1% en 2021. L'activité subit un ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu. Le durcissement des conditions financières (hausse des taux) visant à maîtriser l'inflation se cumule aux problèmes d'approvisionnement induits par la guerre en Ukraine et la persistance de la pandémie, en Chine notamment.

En zone euro, les économies ont bénéficié du rattrapage post-covid au 2^e trimestre, notamment dans les services et le tourisme. Dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et énergétiques, l'activité ralentirait en fin d'année, voire se replierait pour les pays les plus affectés par la crise énergétique.

FRANCE | Un net ralentissement attendu à l'automne après un début d'année satisfaisant

En France, le PIB a rebondi au 2^e trimestre 2022 (+0,5 % en volume). La consommation des ménages a progressé, en particulier dans l'hôtellerie-restauration, tandis que l'inflation pèse sur les achats de biens. La production a augmenté au 2^e trimestre dans l'industrie manufacturière et les services mais a reculé dans la construction. L'investissement des entreprises a connu une hausse sur le 1^{er} semestre.

En octobre, l'inflation s'élève à 6,2% en France, tirée par l'énergie (+19,2 %) et l'alimentation (+11,8 %). Ce taux est plus faible que dans les autres pays européens grâce au bouclier tarifaire.

Selon l'Insee, le PIB français ralentirait au 3^e trimestre 2022 (+0,2 %) puis stagnerait au 4^e trimestre.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Une résistance de l'activité mais des inquiétudes grandissantes

Selon les enquêtes de la Banque de France, la production industrielle est en légère progression en octobre, en Auvergne-Rhône-Alpes et au niveau national. La crise énergétique ne semble pas affecter le niveau d'activité des entreprises sur le mois, à l'exception du secteur de la métallurgie, mais suscite des inquiétudes généralisées sur l'évolution de marges dans les prochains mois.

Dans les services marchands, une amélioration de l'activité est constatée, sur le plan national et régional. Ce dynamisme s'accompagne d'un renforcement des effectifs et de nouvelles hausses de prix.

Dans le bâtiment, l'activité reste dynamique dans la région mais ralentit en France. Les carnets sont toujours conséquents, mais des incertitudes sur le coût des matières premières et de l'énergie pèsent sur les prévisions d'activité.

À RETENIR

Prévisions de croissance 2022 :

Monde +3,2%
Zone euro +3,1%
France +2,6%

Inflation 2022 :

Monde +8,8%
Zone euro +10%
France +6%

Sources :

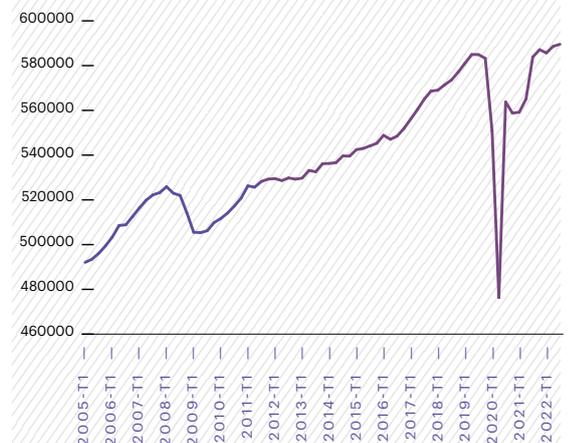
- FMI, World Economic Outlook - Octobre 2022
- INSEE, Note de conjoncture - 6 octobre 2022
- INSEE, Informations rapides - 28 octobre 2022
- INSEE Auvergne-Rhône-Alpes, Note de conjoncture - 12 octobre 2022
- Banque de France, Point sur la conjoncture française à début octobre 2022
- Banque de France Auvergne-Rhône-Alpes, Tendances régionales mensuelles - Octobre 2022

Pour aller plus loin :

- <https://www.imf.org/>
- <https://www.insee.fr/>
- <https://www.banque-france.fr/>

Évolution du PIB en France en volume (en million d'euros)

Au 3^e trimestre 2022 : 589 543 millions €



Source : Insee

Évolution des principales composantes du PIB aux 2^e et 3^e trimestres 2022

	2022 T2	2022 T3
PIB	+0,5%	+0,2%
Consommation des ménages	+0,3%	+0,0%
Production totale	+0,7%	+0,4%
Investissement	+0,4%	+1,3%
Solde commerce extérieur	+0 point	-0,5 point

Source : Insee

Une croissance freinée par la chute de l'emploi intérimaire

ÉVOLUTION | Une stabilité des effectifs au 2^e trimestre 2022

Fin juin 2022, l'Isère compte 357 360 emplois salariés dans le secteur privé. L'emploi a subi un ralentissement de sa croissance au 1^{er} trimestre 2022, avant de se stabiliser au 2^e trimestre.

Sur le 1^{er} semestre 2022, l'emploi salarié privé a augmenté de +0,3 %, moins vite qu'au niveau régional et national (+0,8 %). Dans la région, les départements qui ont bénéficié de la plus forte dynamique sont le Rhône et les 2 Savoie. A l'inverse, l'emploi a diminué dans l'Ain et le Cantal.

Au final, 1 060 emplois ont été créés en Isère sur les 6 premiers mois de l'année. Les difficultés de recrutement continuent à peser sur les embauches dans de nombreux secteurs.

ACTIVITÉS | Une chute de l'emploi intérimaire et un repli des effectifs de la construction

En Isère, l'intérim et la construction ont perdu des emplois au 1^{er} semestre 2022 tandis que les créations d'emplois ont perduré dans les autres secteurs.

L'**emploi intérimaire** a chuté brutalement au 2^e trimestre 2022 (-965 emplois) après une légère hausse au 1^{er} trimestre. La baisse est générale dans tous les départements de la région et en France. Les intérimaires travaillent majoritairement dans les entreprises industrielles et du BTP.

La **construction** a perdu 230 emplois sur les 6 premiers mois de l'année, après avoir connu une hausse continue de ses effectifs depuis le 2^e trimestre 2020. A titre de comparaison, ce secteur a enregistré un moindre repli au niveau régional et a maintenu ses emplois en France.

L'**industrie** iséroise a continué à progresser pour le 6^e trimestre consécutif. Sur le 1^{er} semestre de l'année, 630 postes ont été créés (+0,8 %), à un rythme plus soutenu qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+0,5 %) ou qu'en France (+0,3 %). Les recrutements concernent la majorité des secteurs industriels, à l'exception des industries agroalimentaires, des machines et équipements et des matériels de transport, trois secteurs où l'emploi a légèrement diminué.

Les **activités de commerce et de services (hors intérim)**, qui concentrent 64 % des effectifs salariés privés, ont tiré la croissance de l'emploi entre le 4^e trimestre 2021 et le 2^e trimestre 2022 (+0,7 % soit 1 530 emplois supplémentaires). Celle-ci est toutefois moins rapide en Isère qu'en région ou qu'en France (+1,2 %). Dans l'hôtellerie-restauration, la forte hausse des effectifs est imputable à des effets de rattrapage post covid.

À RETENIR

+1 060 emplois
entre décembre
2021 et fin juin
2022

Sources : Urssaf, Dares (intérim)

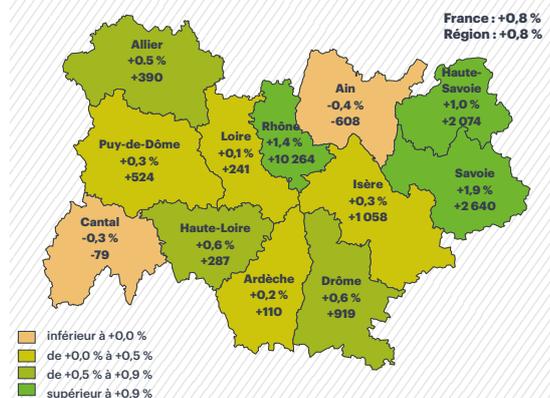
Les données trimestrielles sont des effectifs salariés privés en fin de trimestre.

Définition : À partir de 2016, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises et générer des révisions accrues sur les données. Les données du dernier trimestre sont provisoires.

Le champ de l'Acoss-Urssaf couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité Sociale Agricole.

Pour aller plus loin :
<https://www.urssaf.org/home/observatoire-economique/publications/publications-regionales/rhone-alpes.html>

Évolution de l'emploi salarié privé entre le 4^e trimestre 2021 et 2^e trimestre 2022



Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS

Isère : évolution de l'emploi salarié privé par activité aux 1^{er} et 2^e trimestres 2022

	Emploi 2 ^e trim. 2022	Var au 1 ^{er} trim. 2022	Var au 2 ^e trim. 2022
Industrie	80 520	+0,3%	+0,5%
Construction	29 870	-0,1%	-0,6%
Commerce et services hors intérim	228 792	+0,3%	+0,4%
Dont Hôtellerie restauration	17 856	-1,8%	+3,7%
Intérim	18 181	+0,5%	-5,0%
Total emploi salarié privé	357 363	+3,0%	+0,0%
Total hors intérim	339 182	+0,2%	+0,3%

Source : Urssaf, secteur privé hors agriculture, données CVS, Dares (intérim)

LES CRÉATIONS D'ENTREPRISES

Une stabilité entre 2021 et 2022

Sur les 9 premiers mois de l'année, l'Isère a enregistré 14 286 créations d'entreprises. Après une très forte hausse entre 2020 et 2021, le nombre des créations d'entreprises tend à se stabiliser en 2022.

Entre 2021 et 2022, la hausse du nombre de sociétés créées (+3%) a compensé la baisse des entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (-5,3%). Les créations de micro-entreprises sont restées stables (9 325). Des tendances similaires sont observées au niveau régional et national.

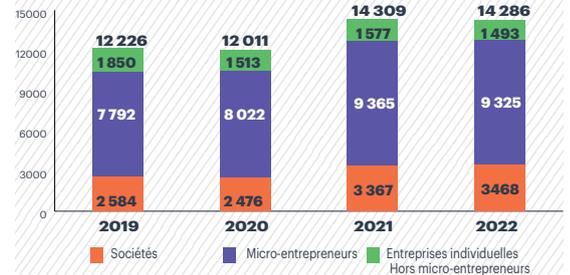
À RETENIR

14 286 créations d'entreprises de janvier à septembre 2022

Sources : Insee REE Sirene, activités marchandes hors agriculture données brutes

Pour aller plus loin : <https://www.insee.fr>

Isère : nombre de créations d'entreprises sur les 9 premiers mois de l'année



Source : Insee REE Sirene, données brutes

LES DIFFICULTÉS D'ENTREPRISES

Vers un retour à la normale

DÉFAILLANCE | En hausse sur un an

Entre août 2021 et juillet 2022, 667 défaillances ont été enregistrées en Isère, un chiffre en hausse de 33 % par rapport à l'année précédente. Il reste toutefois en retrait par rapport aux 1 007 défaillances comptabilisées en juillet 2019, avant la crise sanitaire et la mise en place de mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises.

LICENCIEMENT ECONOMIQUE | Une baisse des PSE

De janvier à septembre 2022, 1 160 licenciements économiques ont été enregistrés en Isère (-18% / 2021), baisse portée uniquement par une chute des PSE (-69%). Hors PSE, ils ont augmenté de 32%. Ils ont en effet concerné plus particulièrement des petites entreprises, notamment dans la construction. Si les services concentrent toujours 44 % de licenciements économiques, l'impact dans la construction a été plus important. Dans un contexte favorable pour l'emploi, les ruptures conventionnelles individuelles (7 483) restent 6 fois plus nombreuses que le nombre de licenciements économiques et ont augmenté de 8% par rapport à 2021.

ACTIVITÉ PARTIELLE | En baisse

Plus de 420 000 heures ont été indemnisées au 1^{er} semestre 2022, contre 658 000 au 2^e semestre 2021 et 1,14 million au 1^{er} semestre 2021. L'industrie (en particulier l'automobile) et la construction sont les secteurs qui ont le plus mobilisé le dispositif. Le volume d'activité partielle de droit commun s'est stabilisé à partir du mois d'avril sur celui de 2019. L'activité partielle de longue durée a poursuivi sa croissance pour atteindre les trois quarts des heures indemnisées au 2^e trimestre 2022.

À RETENIR

1 160 licenciements économiques de janvier à septembre 2022

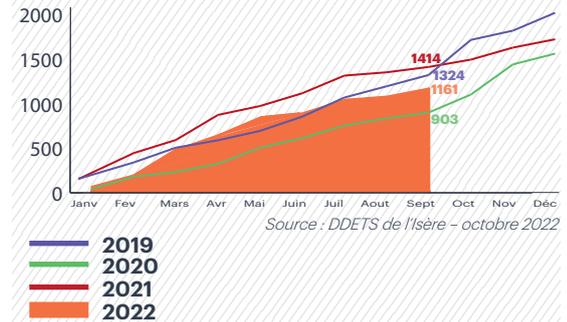
Sources : Défaillances d'entreprises : Banque de France Fiben

Licenciements économiques et activité partielle : Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) Isère

Définition : Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) : établi dans le cadre d'une procédure de licenciement pour motif économique, il vise à éviter les licenciements ou à en limiter le nombre. Il doit faciliter le reclassement des salariés dont le licenciement est inévitable. Le PSE est obligatoire dans les entreprises d'au moins 50 salariés, lorsque la procédure concerne au moins 10 salariés.

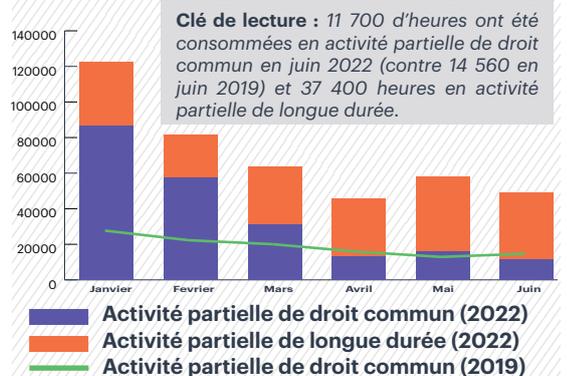
Pour aller plus loin : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Note-de-conjoncture-2022-18303>

Évolution du nombre de licenciements économiques cumulés à fin septembre depuis 2019



Source : DDETS de l'Isère - octobre 2022

Activité partielle heures consommées



Clé de lecture : 11 700 d'heures ont été consommées en activité partielle de droit commun en juin 2022 (contre 14 560 en juin 2019) et 37 400 heures en activité partielle de longue durée.

Source : DDETS de l'Isère - octobre 2022

Une situation de quasi plein emploi

TAUX DE CHÔMAGE | Un léger rebond au 2^e trimestre 2022

Au 2^e trimestre 2022, le taux de chômage départemental de 6 % a légèrement rebondi après avoir baissé pendant cinq trimestres consécutifs. Ce très faible niveau de chômage est équivalent à celui enregistré avant la crise de 2008. Le marché du travail est quasi en situation de plein emploi.

Le taux de chômage de l'Isère est resté inférieur à ceux de la région (6,4 %) et de la France métropolitaine (7,2%).

Taux de chômage par zone d'emploi

- Bourgoin-Jallieu (6,2 %) et Vienne-Annonay (7,1 %) enregistrent une baisse du taux de chômage de 0,1 point au cours du 1^{er} semestre 2022,
- Grenoble (6,3 %) et Voiron (5,2 %) voient leur taux stagner entre fin 2021 et juin 2022

DEMANDEURS D'EMPLOI | Une baisse plus soutenue en Isère qu'en moyenne régionale et nationale

Au 2^e trimestre 2022, le département comptait 87 610 demandeurs d'emploi dont 56 % sans activité (en catégorie A) et 44 % en activité réduite (en catégorie BC).

Au cours du 1^{er} semestre 2022, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories ABC a reculé (-5 %) légèrement plus qu'en région et en France. L'Isère a enregistré une baisse de 3 030 demandeurs d'emploi de catégorie A à un rythme quasi identique à celui de la région et de la France (-5,8 %). Les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B,C) sont également moins nombreux (-1 550 soit -3,9 %), la baisse en Isère étant plus forte qu'en région et en France.

Les jeunes ont largement bénéficié de cette évolution favorable (-8,3 %) et les seniors également (-3,2 %). Le chômage de longue durée est en très net recul (-8,9 %) à l'instar des évolutions régionale et nationale. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée est retombé en dessous du niveau d'avant-crise.

En Auvergne-Rhône-Alpes, la plus forte baisse du chômage est observée dans les 2 Savoie, les deux départements qui avaient été les plus impactés par la crise sanitaire.

À RETENIR

Une baisse de **4 580 demandeurs d'emploi ABC** au 1^{er} semestre 2022

Sources : Insee, Pôle emploi, Dreets - Les données trimestrielles des demandeurs d'emplois sont une moyenne sur le trimestre

*La ZE de Vienne-Annonay couvre 5 départements (147 communes dont 46 en Isère).

Définitions :

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères stricts du B.I.T : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères : « ne pas avoir eu d'activité rémunérée lors d'une semaine de référence », « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ».

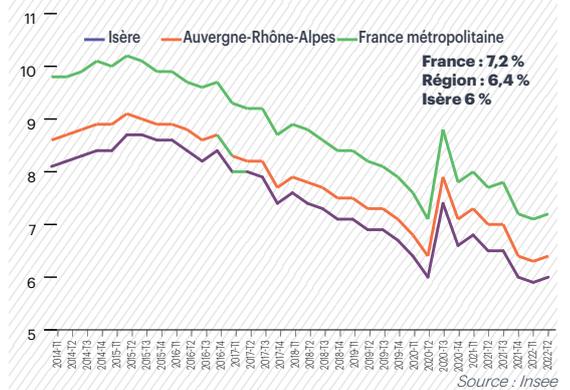
Les catégories de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
- BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.
- Longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus d'un an.
- Très longue durée : demandeurs d'emploi depuis plus de deux ans.

Pour aller plus loin :

<https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/>

Évolution trimestrielle du taux de chômage au sens du BIT

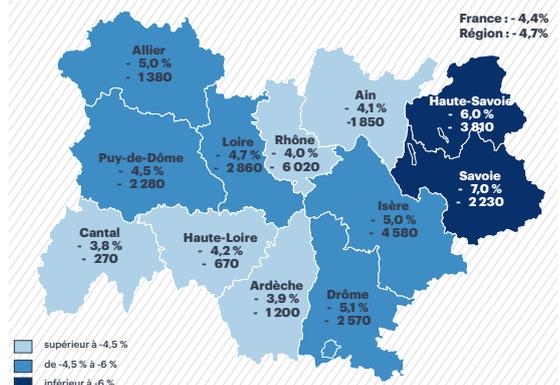


Isère : évolution des demandeurs d'emploi au 1^{er} semestre 2022

	2 ^e trimestre 2022	Évolution T4 2021 / T2 2022		
		Isère	Région	France
DEFM Cat. ABC	87 610	-5,0%	-4,7%	-4,4%
Cat. A	49 230	-5,8%	-6,0%	-5,8%
Cat. BC	38 380	-3,9%	-3,1%	-2,3%
Moins de 25 ans	10 780	-8,3%	-7,6%	-6,2%
Plus de 50 ans	23 370	-3,2%	-3,1%	-2,8%
Longue durée (1 an et plus)	38 700	-8,9%	-8,8%	-8,6%

Source : Pôle emploi, Dreets, Données CVS-CJO pôle emploi

Évolution des demandeurs d'emploi entre le 4^e trimestre 2021 et le 2^e trimestre 2022



Une baisse du nombre d'allocataires

RSA | 4,3% des Isérois sont allocataires du RSA

Au 30 juin 2022, 21 624 foyers étaient allocataires du RSA en Isère. En tenant compte des conjoints, des enfants et des autres personnes à charge, près de 44 234 Isérois sont concernés (soit 4,3% des Isérois de moins de 65 ans).

Ce taux est variable selon les territoires. Les plus forts taux se situent dans les territoires urbains : l'agglomération grenobloise (5,9 %), l'Isère rhodanienne (5,1 %) et Porte des Alpes (4,3 %). A l'opposé, les faibles taux se trouvent au sein des territoires du Grésivaudan (1,7%), du Haut-Rhône dauphinois (2,3%) et de Bièvre Valloire (2,9%).

ÉVOLUTION | Poursuite de la baisse du nombre d'allocataires du RSA au 1^{er} semestre 2022

Au premier semestre 2022, le nombre d'allocataires du RSA poursuit sa diminution amorcée en décembre 2020. Cette baisse, quoique moins forte qu'en 2021, reste relativement soutenue. Ainsi, sur les 6 premiers mois de l'année 2022, le nombre de ménages allocataires diminue de 2,6 % soit 600 ménages couvrant 1 300 Isérois. Cette baisse est similaire à celle enregistrée au niveau de la Région et un peu plus marquée qu'au niveau de la France métropolitaine.

L'ensemble des territoires isérois enregistrent des baisses avec des situations contrastées :

- Le Sud-Grésivaudan et le Haut-Rhône Dauphinois connaissent les plus fortes baisses avec respectivement -7,3% et -4,1%
- Les territoires de Porte des Alpes, du Grésivaudan et des Vals du Dauphiné enregistrent eux les plus faibles diminutions avec respectivement -1,3%, -0,9% et -0,7%.

En termes de typologie d'allocataires, les moins de 30 ans enregistrent la plus forte diminution (-5,3%), ils ont ainsi largement rattrapé leur niveau d'avant crise. Les familles monoparentales (constituées essentiellement de femmes seules) diminuent de 2,1% et sont également moins nombreuses que début 2020. En revanche, le nombre d'allocataires seniors stagne (-0,3%) et n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise.

Le nombre d'allocataires en Isère (à l'instar des niveaux national et régional) est à un niveau historiquement bas. Cependant, cela ne doit pas masquer une montée des précarités dopée par l'inflation, la montée des prix du gaz et de l'électricité et les nombreuses incertitudes sur l'avenir. En outre, la réforme de l'assurance chômage en cours, pourrait aussi à terme induire une hausse du nombre d'allocataires du RSA.

À RETENIR

Une baisse de **600 allocataires** de décembre 2021 à juin 2022

Sources : Caisse d'Allocations Familiales, Département de l'Isère

Définition : Le RSA, Revenu de solidarité Active est une prestation entrée en vigueur au 1^{er} juin 2009.

Elle remplace deux minima sociaux existants (RMI et API) et se substitue à des dispositifs d'intéressement de retour à l'emploi.

Rappel : Depuis le premier janvier 2016, le RSA activité a été remplacé par la prime d'activité, dispositif pris en charge par l'Etat.

Les dispositifs du RSA socle et du RSA socle + activité pris en charge par le Département sont regroupés sous le nom de RSA. Le dispositif du RSA est intégralement pris en charge par le Département, avec une aide partielle de l'Etat.

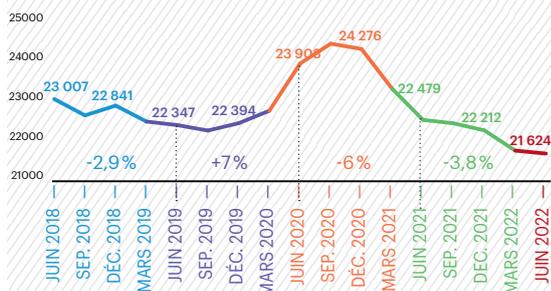
(*La notion d'allocataire est une notion de foyer (à rapprocher par exemple des ménages au sens Insee) et non d'individu. Ainsi, compter des allocataires signifie compter des foyers constitués de personnes seules ou de plusieurs personnes (familles).

Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre décembre 2021 et juin 2022

	juin-22	Variation sur 6 mois
RSA	21 624	-2,6%
Moins de 30 ans	4 592	-5,3%
Plus de 50 ans	5 535	-0,3%
Monoparent	7 186	-2,1%
Personnes couvertes	44 234	-2,9%

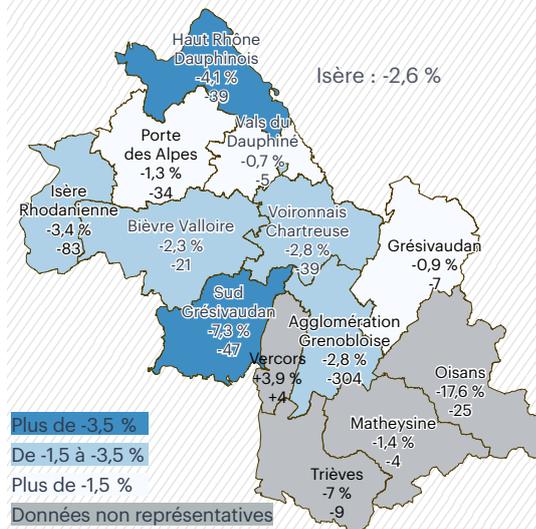
Source : Caf de l'Isère - ELISA - semi consolidées - juin 2022

Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre juin 2018 et juin 2022



Source : Caf de l'Isère - ELISA - semi consolidées - juin 2022

Évolution du nombre d'allocataires du RSA entre décembre 2021 et juin 2022



Source : CAF ELISA

Poursuite de l'embellie dans le tourisme

TOURISME | Une belle saison estivale en Isère

Sur l'ensemble de la saison d'été 2022, la fréquentation touristique de l'Isère a augmenté de + 17 % par rapport à 2021 et +5 % par rapport à 2019. Cette dynamique a été portée par la clientèle française qui représente 80 % de la fréquentation en séjour mais également par le retour important de la clientèle étrangère (Néerlandais en tête, Belges, Britanniques, Américains...). Après des années difficiles, 80 % des hôtels se déclarent satisfaits.

Le contexte économique a cependant pu entraîner un raccourcissement des durées de séjour et une réduction des dépenses de restauration et d'activités sportives ou de loisirs.

ARTISANAT | Un léger ralentissement de l'activité dans le bâtiment

Selon l'enquête de la Chambre de Métiers, l'activité ralentit au 2^e trimestre 2022 dans le bâtiment et se dégrade dans l'alimentaire, mais elle s'améliore dans la fabrication.

Dans le bâtiment, 30 % des artisans déclarent un chiffre d'affaires en baisse par rapport au trimestre précédent, contre 27 % il y a un an. Dans un contexte de forte inflation et de hausse des taux d'intérêt, le marché de la construction de logements s'essouffle après une année 2021 très dynamique.

La situation est toujours difficile dans l'alimentaire où 58 % des artisans voient leur chiffre d'affaires diminuer (52 % au 2^e trimestre 2021).

A l'inverse, l'activité connaît un net redressement dans la fabrication depuis un an. Dans les services, la situation est variable selon les trimestres.

COMMERCE TRADITIONNEL | Un niveau d'activité proche de celui de 2021

Dans la région grenobloise, le commerce de proximité ne connaît pas d'évolution significative de ses chiffres d'affaires au cours des 6 premiers mois de l'année 2022 par rapport à la même période 2021 (-0,2% en cumul) alors qu'à l'échelle nationale la situation est plus favorable. Pour autant, l'activité commerciale du territoire se situe au-dessus du niveau de référence de 2019 (+1,7% en prix constant - hors inflation).

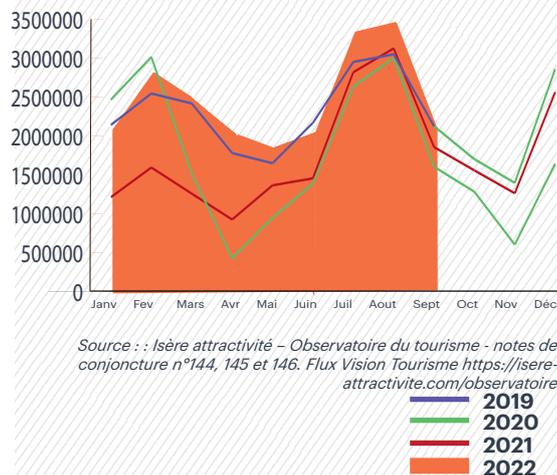
À RETENIR

8,1 millions de nuitées en été, soit 41% de l'activité annuelle

Sources : Isère Attractivité, Chambre de Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes, Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble.

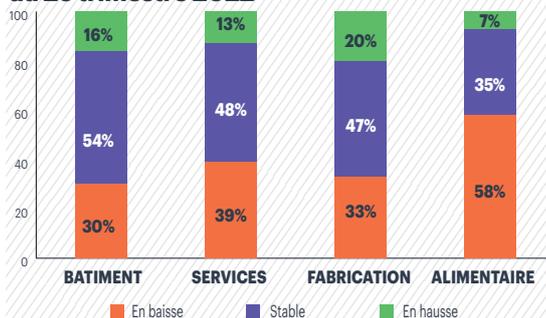
Pour aller plus loin :
Bilan provisoire - saison été 2022
<https://isere-attractivite.com/note-de-conjoncture>

évolution des nuitées touristiques françaises et étrangères en Isère



Source : Isère attractivité - Observatoire du tourisme - notes de conjoncture n°144, 145 et 146. Flux Vision Tourisme <https://isere-attractivite.com/observatoire>

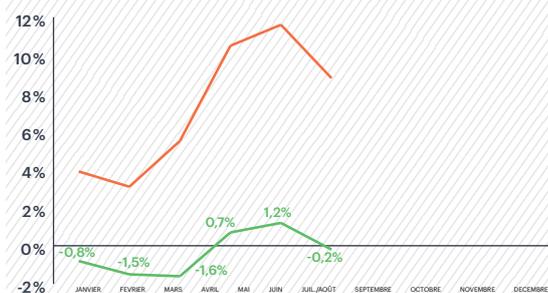
Isère : évolution du chiffre d'affaires des entreprises artisanales par secteur d'activité au 2^e trimestre 2022



Source : Chambre Régionale des Métiers et de l'Artisanat Auvergne-Rhône-Alpes, enquête auprès des artisans isérois (445 répondants)

Note de lecture : au 2^e trimestre 2022, 30% des artisans du bâtiment déclarent un chiffre d'affaires en baisse par rapport à la période précédente.

Évolution des chiffres d'affaires cumulés du commerce de détail en 2022 comparés à 2021



Sources : CCI de Grenoble, observatoire du commerce traditionnel indépendant (<300 m²)

— Territoire CCIG 2022 / 2021
— France 2022 / 2021

L'HYDROGÈNE BAS CARBONE

CONTEXTE ET ENJEUX

Pour faire face au changement climatique, les pays se sont fixés des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone en 2050.*

La production d'hydrogène bas carbone constitue une des technologies clés mise en avant par l'Agence Internationale de l'Énergie. Actuellement 95% de la production mondiale d'hydrogène provient des énergies fossiles. L'enjeu est de produire l'hydrogène de façon décarbonée, par électrolyse à partir de sources d'énergie renouvelables. Les principaux marchés visés sont l'industrie, la mobilité et l'équilibrage des réseaux électriques.

Outre le caractère inflammable de l'hydrogène, les principaux obstacles à ce développement résident dans les coûts de production élevés et les difficultés de stockage.

En 2020, des politiques publiques ont été mises en place par l'Union européenne pour accélérer la production d'hydrogène bas carbone, et par la France qui va consacrer 9 Mds € sur 10 ans au plan national Hydrogène.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES | Des atouts pour la production d'hydrogène bas carbone

En Auvergne-Rhône-Alpes, 154 entreprises travaillent dans cette filière, avec un grand nombre de sous-traitants et fournisseurs de composants.

19 entreprises consacrent la totalité de leur activité à l'hydrogène : des filiales de grands groupes (Air Liquide Hydrogène, la filiale d'EDF Dynamics...) comme des PME et startups innovantes (McPhy, HRS, Symbio, Ataway, Ergosup, Sylfen, GCK...).

En outre, le territoire abrite de nombreux laboratoires de recherche (CEA, CNRS, INSA, IFPEN, LTR ...) et acteurs industriels d'envergure (CNR, ENGIE, Michelin, EDF, Renault Trucks...).

La Région s'est engagée dès 2017 pour le développement de cette filière avec le projet ZEV (Zero Emission Valley) axé sur la mobilité hydrogène. La nouvelle feuille de route de 2022, coanimée avec les 3 pôles de compétitivité Tenerrdis, Axelera et CARA, prévoit d'accélérer l'hydrogène à usage industriel.

Sources :

* La neutralité carbone vise l'équilibre entre les émissions de gaz à effet de serre (GES) et ce que notre territoire est capable d'absorber via les écosystèmes gérés par l'être humain (forêts, prairies, sols agricoles, zones humides...).

**Le CEA-Liten, basé à Grenoble, est dédié à la transition énergétique. Ses activités se concentrent sur plusieurs domaines clés : l'énergie solaire, le pilotage des réseaux, le stockage dont les batteries et l'hydrogène.

« Vers une filière hydrogène bas carbone », Panorama régional réalisé par le Pôle IET d'Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, en partenariat avec les pôles de compétitivité Axelera, CARA et Tenerrdis - Novembre 2022

Pour en savoir plus :

<https://plateforme-iet.auvergnerhonealpes-entreprises.fr/informations-economiques/publications/panorama-regional-vers-une-filiere-hydrogene-bas-carbone-en-auvergne-rhone-alpes>

ISÈRE | De l'innovation à l'industrialisation

Dans la métropole grenobloise, un écosystème dense de recherche, en particulier autour du CEA-Liten**, favorise la création de start-ups et accueille des centres de R&D dans le domaine de l'hydrogène.

Quelques entreprises emblématiques :

- **McPhy** : équipements de production et de distribution d'hydrogène,
- **HRS** (Hydrogen Refuelling Solutions) : stations de ravitaillement en hydrogène pour tous types de véhicules,
- **SteelHy** (groupe ACS) : conception et intégration de solutions de stockage et distribution d'énergie et décarbonation de l'industrie.

Des technologies au stade de démonstrateur ou en phase d'industrialisation :

- **Sylfen** : électrolyseur réversible pour le stockage de l'hydrogène et la production d'énergie,
- **Inocel** : pile à combustible à forte puissance destinée à la mobilité lourde, le maritime et le stationnaire,
- **Hynology** : composants électro-chimiques nécessaires aux piles à combustible,
- **Genvia** : développement de la technologie réversible d'électrolyseur haute température à oxyde solide, démonstrateur dans l'usine Vicat de Saint-Egrève.



Remerciements aux organismes qui ont participé à l'édition de ce numéro



Directeur de publication : Joëlle SEUX
Co-directeur : Séverine BATTIN
ISSN 2431-241X

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises Isère
5 rue Eugène Faure - CS 40020 - 38027 Grenoble Cedex 1
Tél. : 04 76 70 97 18

Département de l'Isère
7 rue Fantin-Latour - CS 41096 - 38022 Grenoble Cedex 1
Tél. : 04 76 00 38 38

Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises | Isère

co-financée par :

